

La Banque de France au service des entreprises, des collectivités et des territoires

Mars 2025

Banque de France – Direction des Entreprises



INTRODUCTION

DES ACTIVITÉS AU CŒUR DE

3 MISSIONS

LA STRATÉGIE
MONÉTAIRE

LA STABILITÉ
FINANCIÈRE

LES SERVICES
À L'ÉCONOMIE
ET À LA SOCIÉTÉ

SOMMAIRE

Activités de stratégie monétaire et de stabilité financière

- Cotation
- Suivi du financement
- Études et statistiques

Activité de services à l'économie et à la société

- Services aux entrepreneurs
- Autres dispositifs pour soutenir les entreprises

ACTIVITÉS DE STRATÉGIE MONÉTAIRE

LA COTATION

01



Cadre national



Cadre
européen

Un cadre légal et réglementaire exigeant

Cadre national

article L.141-6 du code monétaire et financier + diffusion restreinte

Cadre européen

. Statut ICAS : système interne d'Évaluation du Crédit d'une Banque centrale nationale

. Statut OEEC : Organisme externe d'Évaluation de Crédit

Ces statuts :

- attestent du respect des critères internationaux d'évaluation du risque de crédit : objectivité, indépendance, transparence, large utilisation par la profession bancaire, critères de performance normés et vérifiés
- permettent d'utiliser la cotation pour l'évaluation de la qualité de crédit des entreprises non financières notamment à des fins prudentielles et de politique monétaire

LA COTATION

02

+ 300 000

Entreprises cotées à dire
d'expert

Apprécie la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements financiers par un **horizon de 1 à 3 ans**

Se compose de deux éléments :

- Cote d'activité (traduite par une lettre)
- Cote de crédit (traduite par un chiffre)

Pour toute entreprise non financière
de nature industrielle et commerciale ayant son **siège social en France**

LA COTATION

03

À DIRE D'EXPERT

Analyse sur la base de la documentation comptable et financière (CA > 1250 K€) et d'informations extracomptables

Entretien avec le(s) dirigeant(s) : 40 000 par an (gouvernance, stratégie, RSE ...)

Cotation sur l'ensemble des positions de l'échelle de cotation

SANS COLLECTE DE BILAN

Entreprises dont la documentation comptable n'est pas collectée (CA < 1250 K€) + SNF et entreprises individuelles

Cotation résultant des informations recueillies auprès des greffes des tribunaux de commerce et de la Centrale des Incidents de Paiement Effets

Cote de crédit 0 attribuée en l'absence d'information défavorable

LA COTATION

04

Des sources diverses
et variées

BANQUES

- Incidents de paiement
- Engagements bancaires

ENTREPRISES

- Données qualitatives
- Dirigeants, associés
- Groupes, ...

DGFIP

(Direction générale des finances
publiques)

- Documents comptables

INSEE ET TRIBUNAUDX DE COMMERCE

- Numéro SIREN
- Jugements
- Événements marquants
- Dirigeants

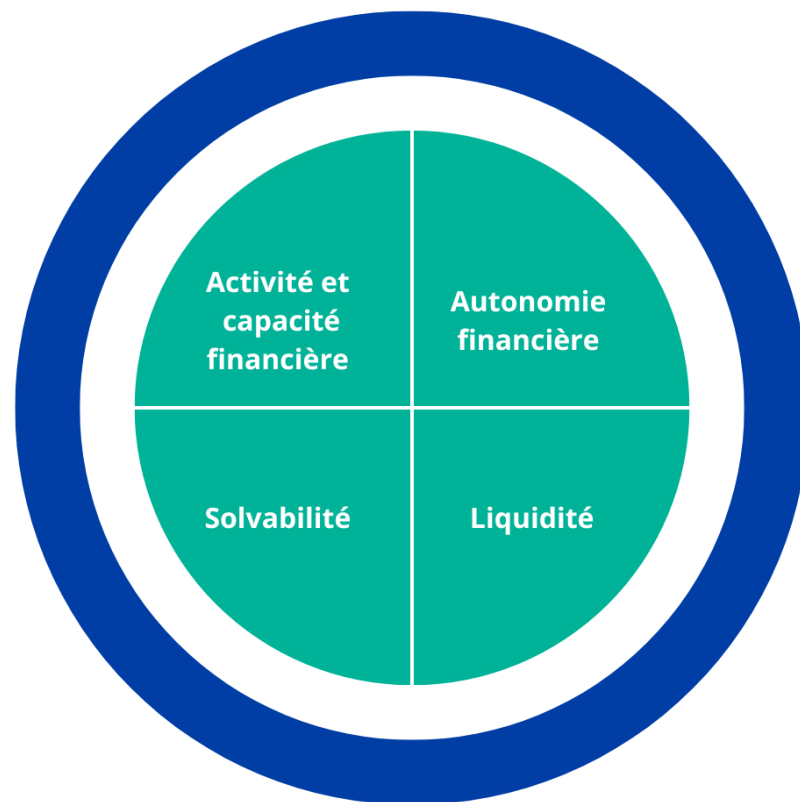
AUTRES DÉCLARANTS

- Assureurs crédit
- Organismes d'assurance
- Sociétés de financement
- CDC (Caisse des dépôts et consignations)

LA COTATION

05

Cotation à dire d'expert
pour les entreprises
réalisant un CA > 1250 K€



- Analyse des documents comptables de l'exercice
- Analyse qualitative et prévisionnelle
- Analyse financière pluriannuelle

LA COTATION

06

Cote d'activité

(chiffre d'affaires)

Cote	Niveau d'activité (millions d'euros)
A	≥ 750
B	≥ 150 et < à 750
C	≥ 50 et < à 150
D	≥ 30 et < à 50
E	≥ 15 et < à 30
F	≥ 7,5 et < à 15
G	≥ 1,5 et < à 7,5
H	≥ 1,25 et < à 1,5
J	≥ 0,50 et < à 1,25
K	≥ 0,25 et < à 0,50
L	≥ 0,10 et < à 0,25
M	< 0,10
N	Non significatif
X	Chiffre d'affaires inconnu ou trop ancien (exercice clos depuis plus de 20 mois)

Cote de crédit

(capacité de l'entreprise à honorer ses engagements financiers à 3 ans)

1+	Excellente ++	6 COTES ÉLIGIBLES
1	Excellente +	
1-	Excellente	
2+	Très satisfaisante ++	
2	Très satisfaisante +	
2-	Très satisfaisante	
3+	Forte ++	16 COTES NON ÉLIGIBLES
3	Forte +	
3-	Forte	
4+	Bonne +	
4	Bonne	
4-	Intermédiaire +	
5+	Intermédiaire -	
5	Fragile	
5-	Assez faible	
6+	Très faible	
6	Menacée	
6-	Compromise	
7	Très compromise	
8	Fortement compromise	
P	Défaillante	
0	Non significative	

LA COTATION

07

Des informations
exclusives à disposition
des acteurs du
financement de
l'économie

DIRIGEANTS D'ENTREPRISES

ADHÉRENTS FIBEN

Banques

Assureurs crédit

Plateformes de crowdfunding

Assureurs caution

Assurances

Mutuelles

Institutions de prévoyance

LA COTATION

08



Accéder à mon espace dirigeant

<https://dirigeant.banque-france.fr>



Cotation de mon entreprise



[? Accéder au détail de la cotation](#)

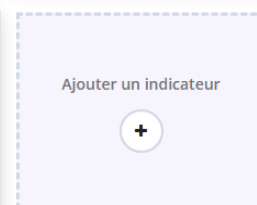
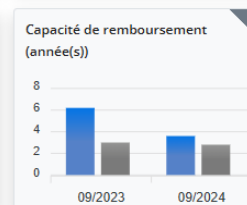
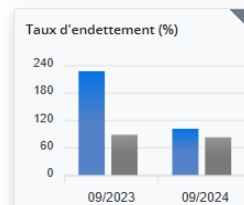
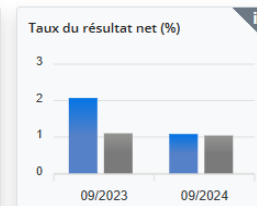
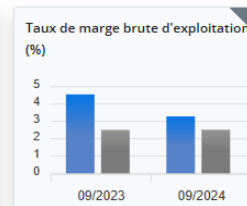
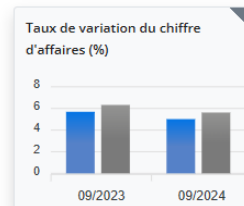
[Télécharger ma lettre de cotation](#)

Indicateurs clés

[Personnaliser les indicateurs](#)

[Modifier](#)

■ Votre entreprise ■ Le secteur : 4711D - SUPERMARCHES



Dernières données sectorielles de comparaison disponibles : 31/01/2025

OPALE, un service gratuit pour vous aider à décider

La Banque de France vous propose un diagnostic financier OPALE pour mesurer et comparer les performances de votre entreprise, identifier vos points forts et découvrir votre potentiel d'amélioration.

[TÉLÉCHARGER MON DIAGNOSTIC FINANCIER](#)

44.000*

créations de
comptes depuis
l'ouverture en
mars 2024

* données à décembre 2024

70 %*

acceptent la
dématisation
du courrier de
cotation

LA COTATION

LA PAROLE

EST A VOUS



ACTIVITÉS DE STABILITÉ FINANCIÈRE

ÉTUDES ET STATISTIQUES

01

Notre diagnostic sur
l'économie française
et locale



ses perspectives

Entretiens mensuels et trimestriels

menés par notre réseau régional auprès de 8 500 dirigeants pour un

suivi de l'évolution de la conjoncture

économique (industrie, services marchands, construction
et commerce de détail)

Publications mensuelles aux niveaux national et régional

National (enquête mensuelle de conjoncture) et Régional
(« Tendances Régionales »)

Données chiffrées clés sur les entreprises

statistiques de crédit, défaillances, ratios sectoriels, taux

Portail statistique Webstat

comprenant près de 35 000 séries de données de la Banque de
France et d'organisations partenaires

ÉTUDES ET STATISTIQUES

02

www.banque-france.fr

Publications mensuelles

La conjoncture économique

Pour permettre aux acteurs économiques de comprendre les évolutions de l'économie et de prendre leurs décisions, la Banque de France produit chaque mois des enquêtes de conjoncture, des indicateurs et des prévisions macroéconomiques à court terme, aux niveaux national, sectoriel et régional. Elle fournit ainsi de manière régulière un diagnostic complet de l'économie française.



Qu'est-ce que la conjoncture économique ?

La conjoncture économique correspond à la situation d'une économie à un moment donné, et à la façon dont elle évolue à court terme. Elle peut être étudiée au niveau d'un pays, d'un groupe de pays, d'une région, d'un secteur économique.

Retrouvez les thématiques

**Conjoncture économique
en France et par secteur
d'activité**

 [Consulter](#)

Commerce de détail

 [Consulter](#)

Tendances régionales

 [Consulter](#)

ÉTUDES ET STATISTIQUES

03

www.banque-france.fr

Publications mensuelles

Tendances régionales : Nouvelle-Aquitaine

[En savoir plus](#)

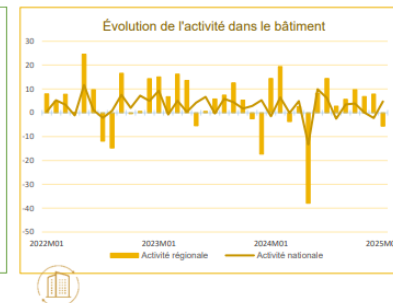
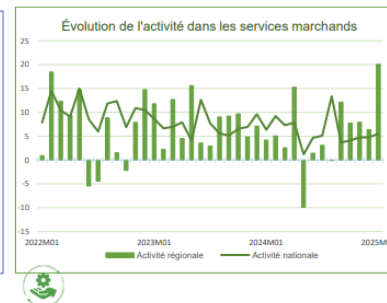
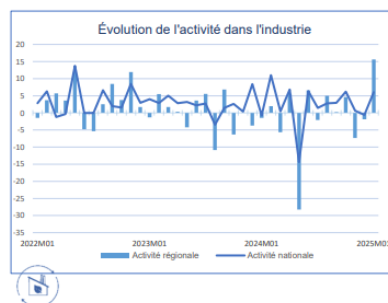
Tendances régionales : Occitanie

[En savoir plus](#)

Tendances régionales : Pays de la Loire

[En savoir plus](#)

Situation régionale



Source Banque de France

Points Clefs

En janvier, la production industrielle se redresse hormis dans deux secteurs : matériel de transport et fabrication de machines-équipements. Les carnets de commandes demeurent insuffisamment garnis. Les prix se stabilisent. Les chefs d'entreprise envisagent une légère baisse de la production en février.

L'activité dans les services marchands progresse de nouveau, et ce dans toutes les filières. Les effectifs se renforcent légèrement. Les trésoreries restent conformes aux attentes. Les chefs d'entreprise prévoient une hausse modérée de l'activité en février.

Dans le bâtiment, l'activité est en repli en janvier, de manière très marquée dans le gros œuvre. Les carnets de commandes stagnent à des niveaux jugés inférieurs aux attentes. Les prix des devis sont revus à la baisse. Les chefs d'entreprise n'anticipent pas de reprise de l'activité en février.

ÉTUDES ET STATISTIQUES

03

www.banque-france.fr

Publications mensuelles

Tendances régionales : Nouvelle-Aquitaine

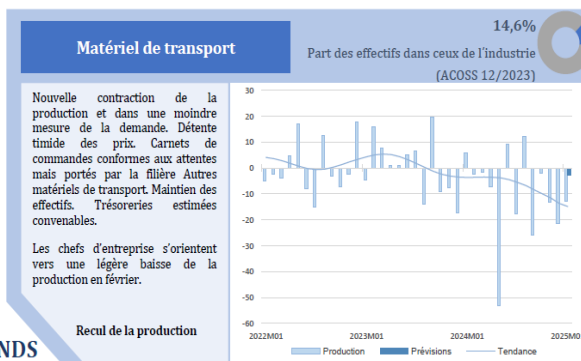
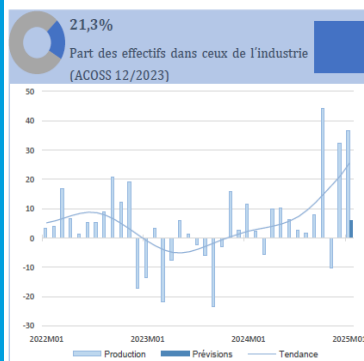
[En savoir plus](#)

Tendances régionales : Occitanie

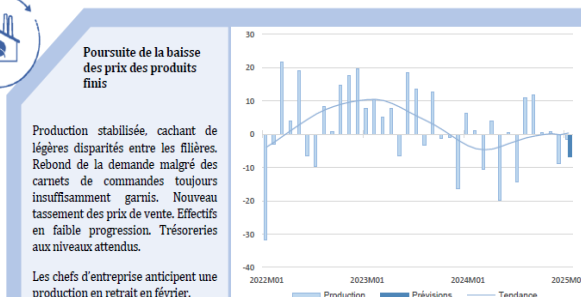
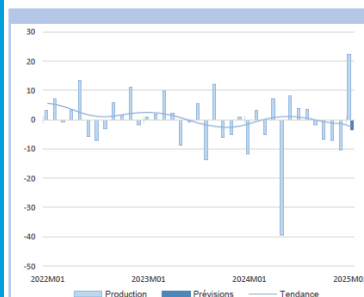
[En savoir plus](#)

Tendances régionales : Pays de la Loire

[En savoir plus](#)



GRANDS SECTEURS



ÉTUDES ET STATISTIQUES

04

Publications annuelles

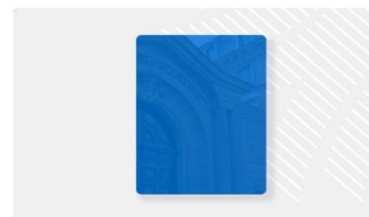
Statistiques consultables



Statistiques Conjoncture

Tendances régionales : Pays de la Loire - Janvier 2025

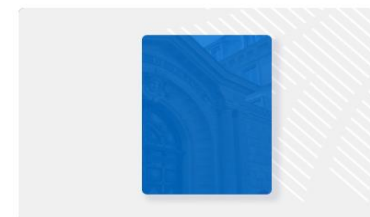
14 Février 2025



Statistiques Conjoncture

Les entreprises en Pays de la Loire : Bilan 2024 et Perspectives 2025

14 Février 2025



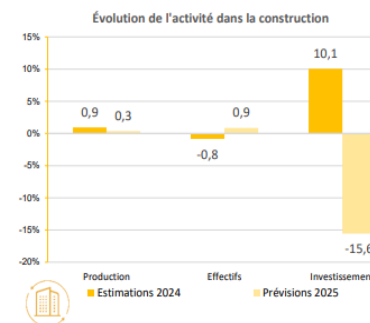
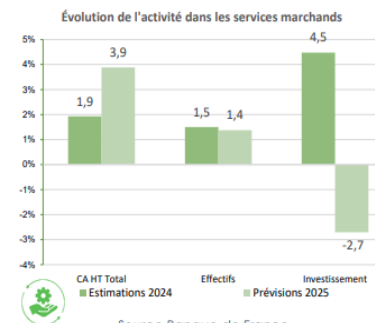
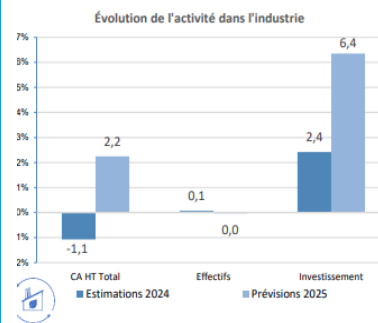
Statistiques Conjoncture

Tendances régionales : Pays de la Loire - Décembre 2024

16 Janvier 2025

TENDANCES RÉGIONALES – Février 2025 – Hors série
Les entreprises en Région : Bilan 2024 et Perspectives 2025

Situation régionale



Source Banque de France

Points Clefs

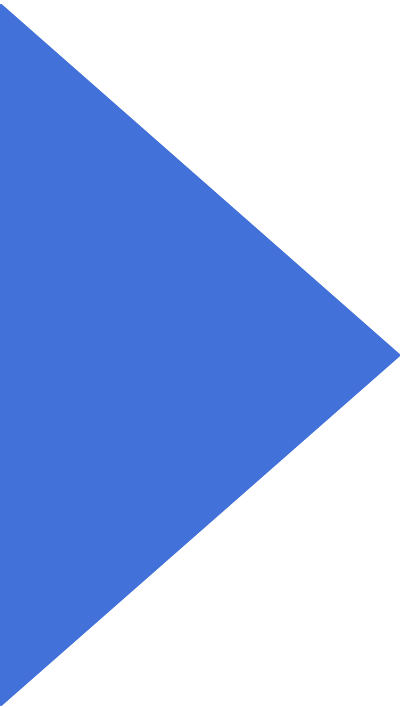
En 2024, l'économie des Pays de la Loire fait preuve de résilience dans un contexte de forte incertitude liée au contexte géopolitique français et international. Si, dans l'industrie et les services marchands, les niveaux d'activité sont plus faibles que les prévisions exprimées en début d'année, la situation est inverse dans la construction. A noter que, pour les trois secteurs étudiés, les évolutions sont divergentes selon les branches. Les rentabilités ont été impactées par la hausse des salaires et les difficultés d'augmenter les prix. Confiants dans leur entreprise, les dirigeants ont continué à investir tout en faisant preuve d'un certain attentisme pour bénéficier de taux plus favorables, possibles grâce à l'atteinte d'un niveau d'inflation désormais proche de la cible des 2%.

En 2025, les dirigeants des entreprises prévoient que l'activité continuera de résister mais toujours dans un climat d'incertitude nationale, européenne et mondiale. Les investissements seraient plutôt orientés vers la modernisation des équipements (numérisation, digitalisation, IA...) pour faire face aux enjeux notamment de cyber sécurité, de compétitivité et de décarbonation.



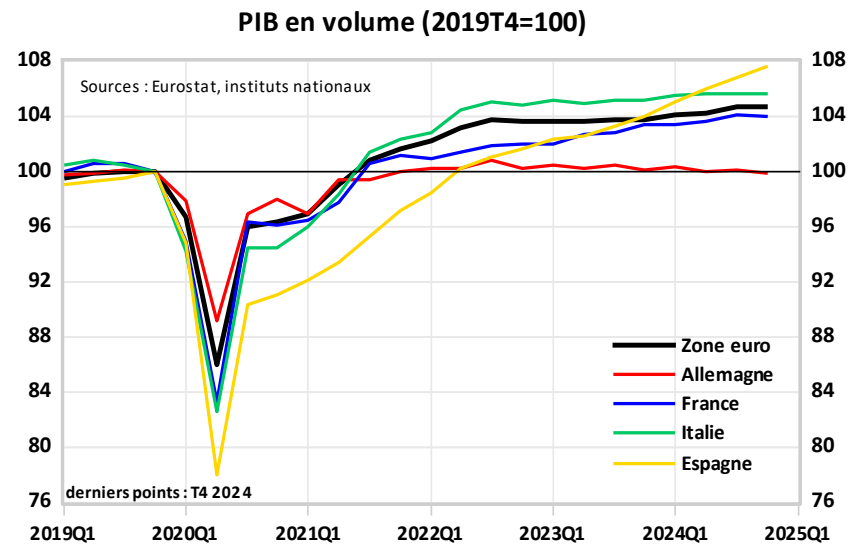
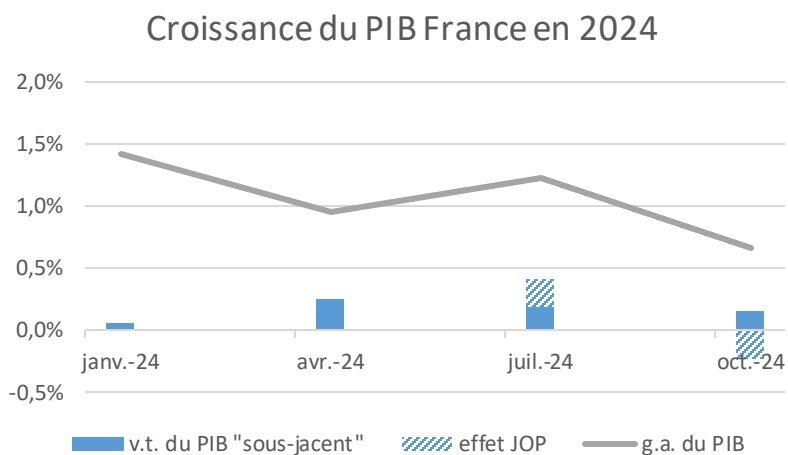
POINT DE CONJONCTURE

A l'international et en France

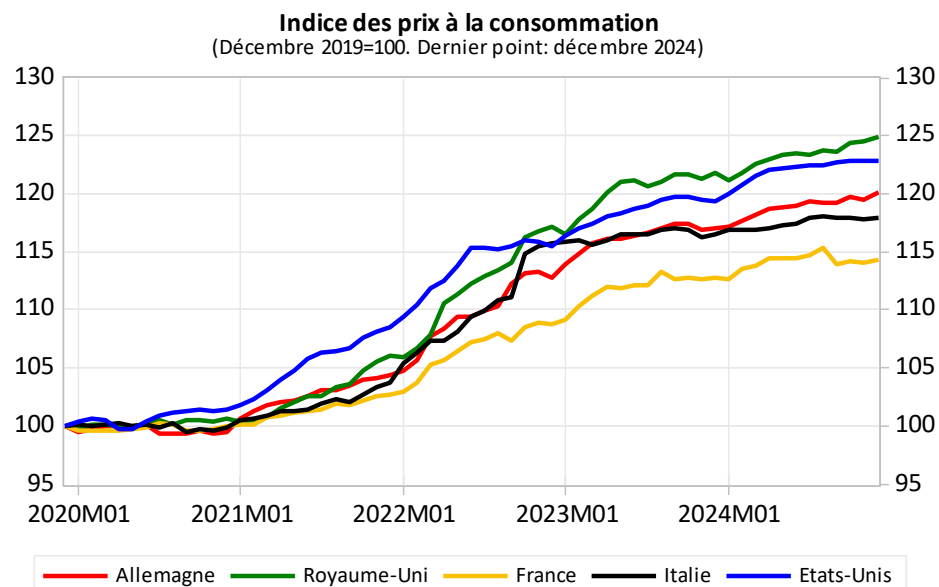
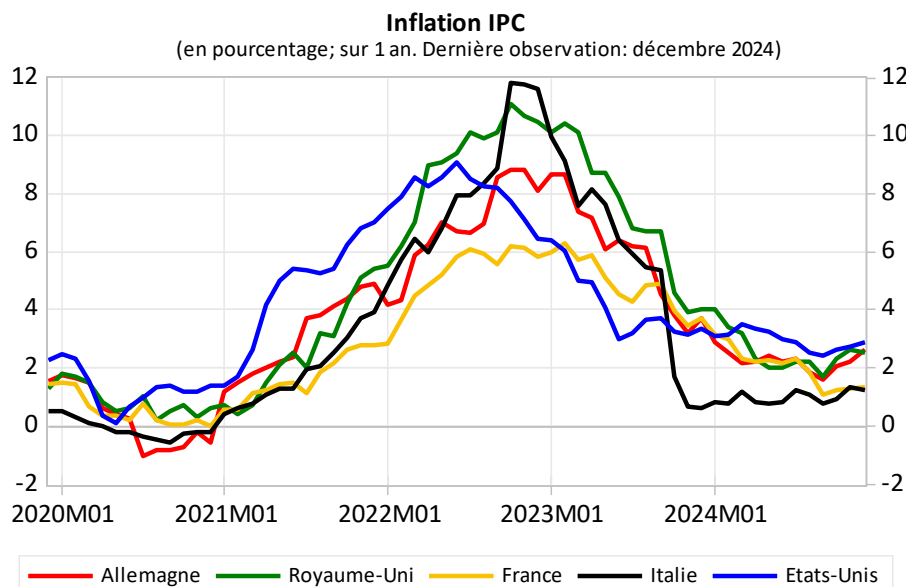


PERSPECTIVES 2025-2027

FRANCE: UNE CROISSANCE DU PIB PROCHE DE CELLE DE LA ZONE EURO...



...AVEC UNE MOINDRE HAUSSE CUMULÉE DES PRIX À LA CONSOMMATION



Source: OECD Consumer Price Indices database,

PROJECTIONS DÉCEMBRE 2024 : FRANCE ET ZONE EURO

POINTS CLÉS DE LA PROJECTION FRANCE EN MOYENNE ANNUELLE

	2023	2024	2025	2026	2027
PIB réel	1,1	1,1	0,9	1,3	1,3
IPCH	5,7	2,4	1,6	1,7	1,9
IPCH hors énergie et alimentation	4,0	2,4	2,2	1,9	1,8
Taux de chômage (BIT, France entière, % population active)	7,3	7,4	7,8	7,8	7,4

Données corrigées des jours ouvrables. Taux de croissance annuel sauf indication contraire.

Sources : Insee pour 2023 (comptes nationaux trimestriels du 30 octobre 2024), projections Banque de France sur fond bleuté.

POINTS CLÉS DE LA PROJECTION ZONE EURO

	2023	2024	2025	2026	2027
PIB réel	0,5	0,7	1,1	1,4	1,3
IPCH	5,4	2,4	2,1	1,9	2,1
IPCH hors énergie et alimentation	4,9	2,9	2,3	1,9	1,9
Taux de chômage (BIT, % population active)	6,5	6,4	6,5	6,3	6,1

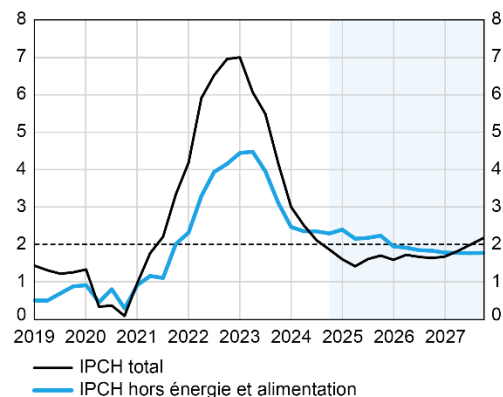
Données corrigées des jours ouvrables. Taux de croissance annuel sauf indication contraire.

Sources : Eurostat pour 2023 (comptes trimestriels du 30 octobre 2024), projections Eurosystem sur fond bleuté.

INFLATION TOTALE DURABLEMENT SOUS 2 %, RECU PLUS PROGRESSIF DE L'INFLATION HORS ÉNERGIE ET ALIMENTATION

Graphique 3 : IPCH et IPCH hors énergie et alimentation

(glissement annuel de séries trimestrielles, en %)

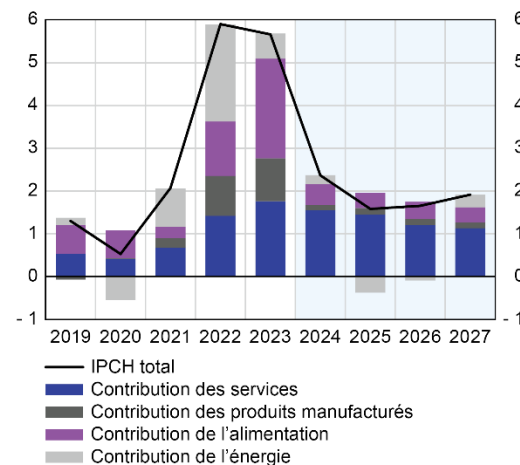


Note : IPCH, indice des prix à la consommation harmonisé.

Sources : Insee jusqu'au troisième trimestre 2024, projections Banque de France sur fond bleuté.

Graphique 4 : Décomposition de l'IPCH

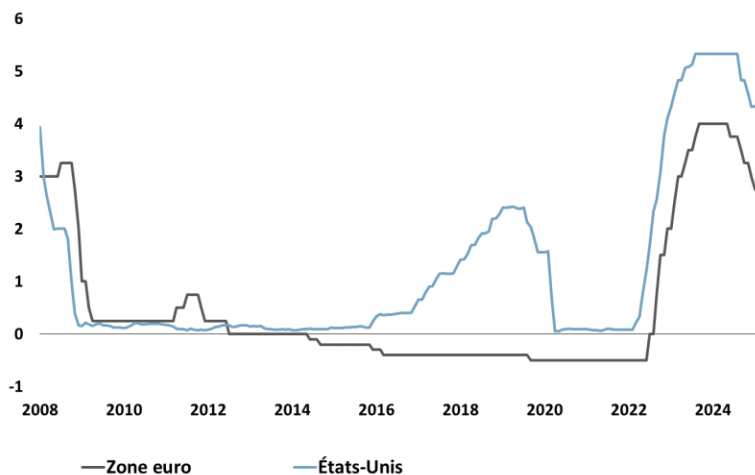
(croissance annuelle en %, contributions en points de pourcentage)



Sources : Insee jusqu'en 2023, projections Banque de France sur fond bleuté.

LE RÔLE DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE DANS LA SORTIE DE L'INFLATION SANS RÉCESSION

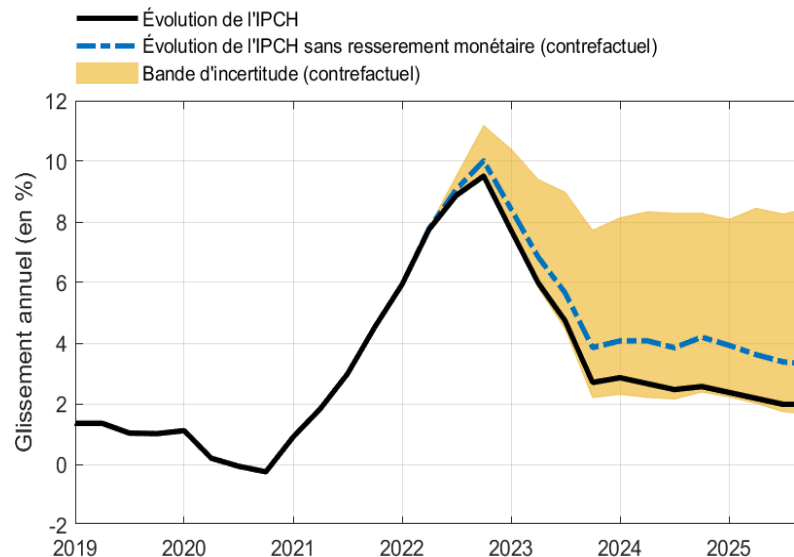
Taux directeurs en zone euro et aux États-Unis (%)



Source : Banque centrale européenne, Fed, mise à jour 31/01/25.

Contribution du resserrement monétaire à la désinflation en zone euro

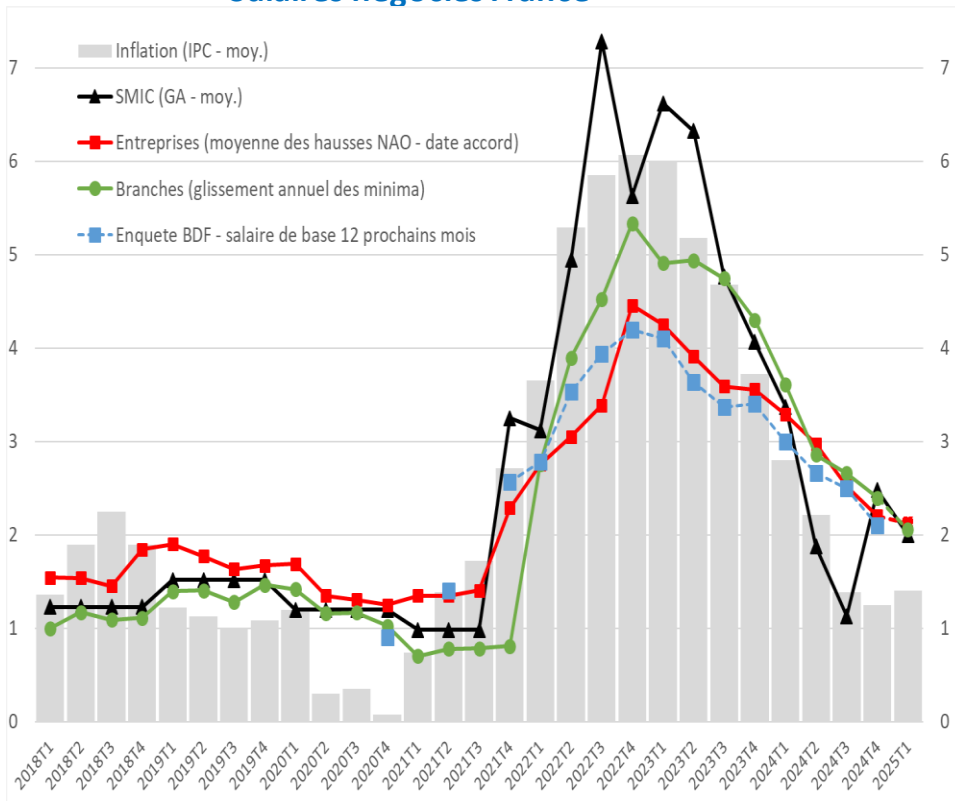
Contrefactuel: politique monétaire projetée en décembre 2021



Sources: Banque de France, BMPE Décembre 2023. Notes: Résultats obtenus à partir d'un modèle VAR trimestriel estimé par inférence Bayésienne. La série en trait plein représente la série observée et celle en pointillé le contrefactuel - où la trajectoire du taux d'intérêt directeur aurait été celle anticipée par les marchés fin 2021.

DES HAUSSES DE SALAIRES NOMINAUX DÉSORMAIS SUPÉRIEURES À L'INFLATION

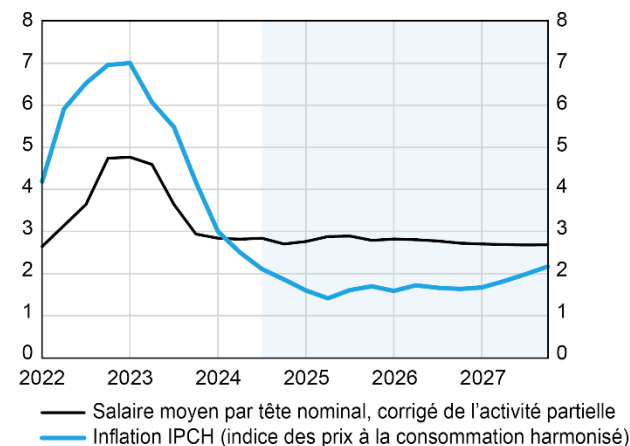
Salaires négociés France



Sources : Insee (SMIC, IPC), BDF (enquête anticipations d'inflation), BDF (accords Légifrance NAO entreprises et branches, 2025 T1 chiffres provisoires)

Graphique 5 : Croissance du salaire moyen par tête dans le secteur marchand et inflation

(glissement annuel de séries trimestrielles, en %)



Sources : Insee jusqu'au deuxième trimestre 2024 pour le salaire moyen par tête, projections Banque de France sur fond bleuté.

REMONTÉE TEMPORAIRE DU TAUX DE CHÔMAGE EN 2025-2026, AVANT DE REVENIR SUR SA TENDANCE BAISSIÈRE EN 2027

Graphique 6 : Taux de chômage

(au sens du BIT, en % de la population active, France entière)



Sources : Insee jusqu'au troisième trimestre 2024, projections Banque de France sur fond bleuté.

Tableau D3 : Variation de l'emploi et du chômage dans l'ensemble de l'économie

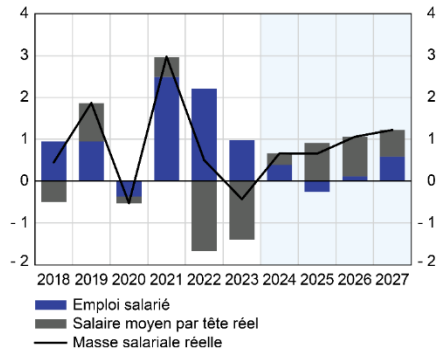
(en milliers, moyenne annuelle)	2023	2024	2025	2026	2027
Emploi total	321	128	- 40	64	194
<i>Emplois salariés marchands</i>	223	- 8	- 109	- 11	117
<i>Emplois salariés non marchands</i>	40	115	39	42	42
<i>Emplois non salariés</i>	58	22	30	33	35
Population active	347	186	45	44	65
Chômage	27	61	81	- 20	- 129
Taux de chômage (BIT, France entière, % population active)	7,3	7,4	7,8	7,8	7,4

Sources : Insee pour 2023 (comptes nationaux trimestriels du 30 octobre 2024), projections Banque de France sur fond bleuté.

CONSOMMATION : PRINCIPAL MOTEUR DE LA CROISSANCE À PARTIR DE 2025, SOUTENUE PAR LES GAINS DE POUVOIR D'ACHAT DES SALAIRES

Graphique 7 : Contributions aux gains de pouvoir d'achat de la masse salariale

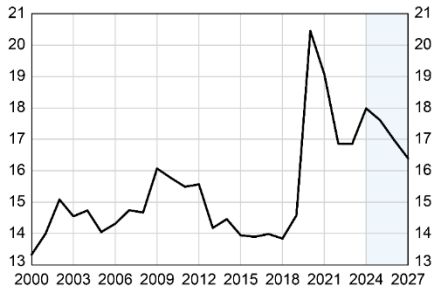
(croissance annuelle en %, contributions en points de pourcentage)



Note : Le salaire moyen par tête réel et la masse salariale réelle sont corrigés de l'activité partielle, et déflatés par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) total.
Sources : Insee jusqu'en 2023, projections Banque de France sur fond bleuté.

Graphique 8 : Taux d'épargne des ménages

(en % du revenu disponible brut)



Sources : Insee jusqu'en 2023, projections Banque de France sur fond bleuté.

Tableau D1 : Évolution de la consommation et du pouvoir d'achat des ménages

(croissance annuelle en %)	2023	2024	2025	2026	2027
Consommation réelle des ménages	0,9	0,8	0,9	1,1	1,1
Déflateur de la consommation	7,1	2,6	1,3	1,7	1,9
Pouvoir d'achat ^{a)}	0,9	2,1	0,4	0,3	0,4
Pouvoir d'achat par habitant ^{a)}	0,5	1,8	0,2	0,1	0,2
Taux d'épargne (en % du revenu disponible brut)	16,9	18,0	17,6	17,0	16,4

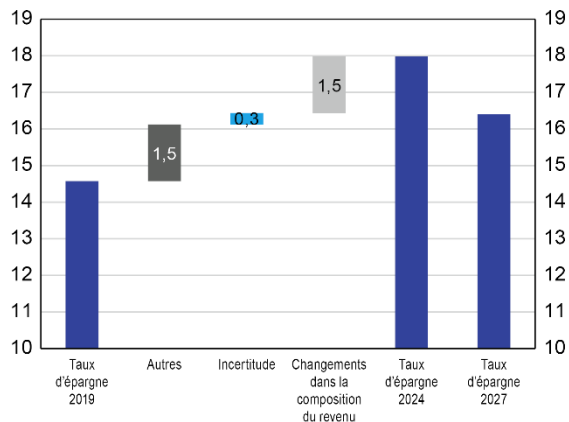
a) Rapporté au déflateur de la consommation.

Sources : Insee pour 2023 (comptes nationaux trimestriels du 30 octobre 2024), projections Banque de France sur fond bleuté.

EFFET DE L'INCERTITUDE ET DE LA COMPOSITION DU REVENU DANS LA HAUSSE PASSÉE DU TAUX D'ÉPARGNE

GA : Effets des différents facteurs sur le taux d'épargne des ménages

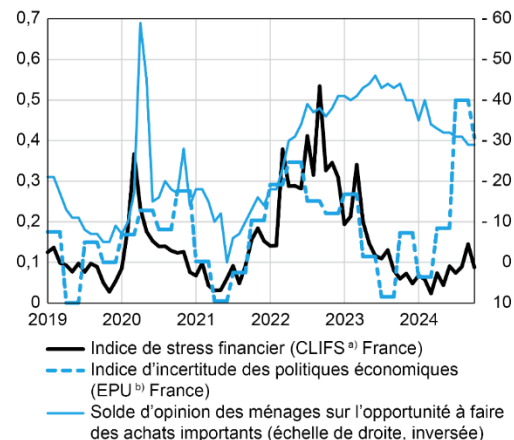
(taux d'épargne en %, effets des différents facteurs en points de pourcentage)



Sources : Insee jusqu'en 2023, puis projections Banque de France. Calculs Banque de France pour les facteurs explicatifs.

GB : Évolution de l'incertitude et de la confiance des ménages selon trois indicateurs

(échelle de gauche, indice ; échelle de droite [inversée], solde d'opinion en %)



a) Country-Level Index of Financial Stress.

b) Economic Policy Uncertainty Index.

Note : Changement de l'échelle de l'indicateur EPU afin de faciliter la comparaison entre les trois indicateurs : $EPU = 0,5 \times ((EPU - \min(EPU)) / (\max(EPU) - \min(EPU)))$. Sources : CLIFS : Banque centrale européenne. Pour plus d'informations, cf. Duprey, Klaus et Peltonen (2015), « Dating systemic financial stress episodes in the EU countries », *Working Paper Series*, n° 1873, BCE, décembre.

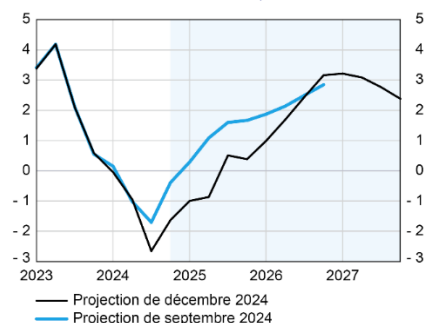
Indicateur EPU : Baker, Bloom et Davis (2016), « Measuring economic policy uncertainty » (www.policyuncertainty.com).

Opportunité à faire des achats importants : Insee, enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages.

L'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES CONTINUERAIT DE MARQUER LE PAS JUSQU'EN 2025, AVANT DE REPARTIR EN 2026-2027

Graphique 9 : Croissance de l'investissement des entreprises

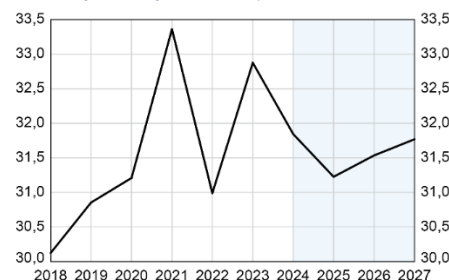
(glissement annuel de séries trimestrielles, en %)



Note : Les entreprises regroupent les sociétés non financières, les sociétés financières et les entrepreneurs individuels.
Sources : Insee jusqu'au troisième trimestre 2024, projections Banque de France sur fond bleuté.

Graphique 10 : Taux de marge des sociétés non financières

(en % de la valeur ajoutée, moyenne annuelle)



Sources : Insee jusqu'en 2023, projections Banque de France sur fond bleuté.

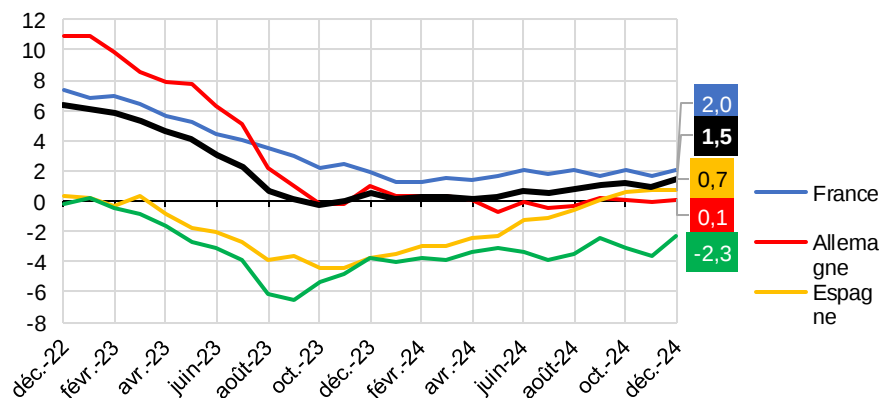
Tableau D4 : Ratios des sociétés non financières

(en %, moyenne annuelle)	2023	2024	2025	2026	2027
Taux de marge (en % de la valeur ajoutée)	32,9	31,8	31,2	31,5	31,8
Taux d'investissement (en % de la valeur ajoutée)	22,8	22,5	22,4	22,6	22,8
Taux d'autofinancement (épargne/investissement)	95,8	87,0	87,4	90,4	90,3

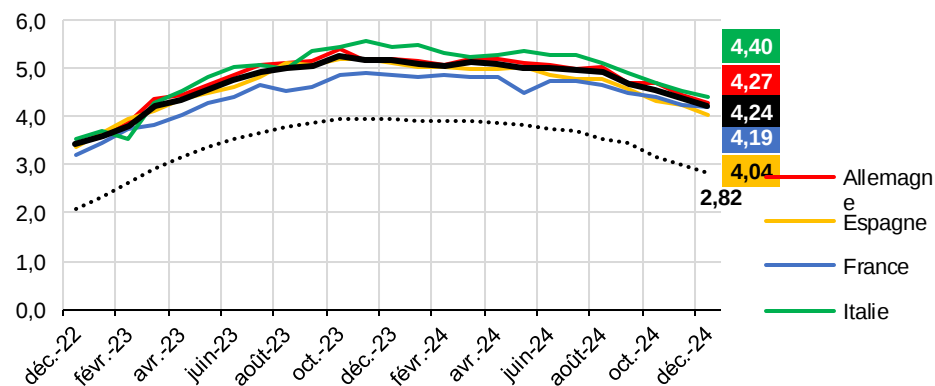
Sources : Insee pour 2023 (comptes nationaux trimestriels du 30 octobre 2024), projections Banque de France sur fond bleuté.

FRANCE : UN CRÉDIT AUX ENTREPRISES PLUS DYNAMIQUE ET MOINS COÛTEUX QUE DANS LE RESTE DE LA ZONE EURO

TAUX DE CROISSANCE ANNUEL DES ENCOURS DE CRÉDIT AUX SNF
(EN %)



TAUX D'INTÉRÊT DES NOUVEAUX CRÉDITS AUX SNF, EN %



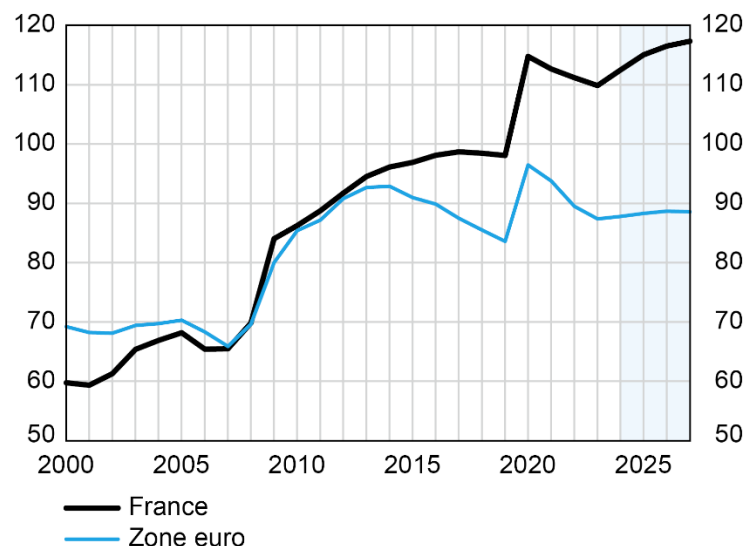
Sources :

DGSEI-DSMF, BCE (statistiques monétaires); calculs : DSMF ; dernier point : décembre 2024

NÉCESSITÉ DE RAMENER LE DÉFICIT PUBLIC SOUS 3% DU PIB D'ICI 2029 POUR STABILISER LE RATIO D'ENDETTEMENT

Graphique 11 : Dette publique en France et en zone euro

(en % du PIB)



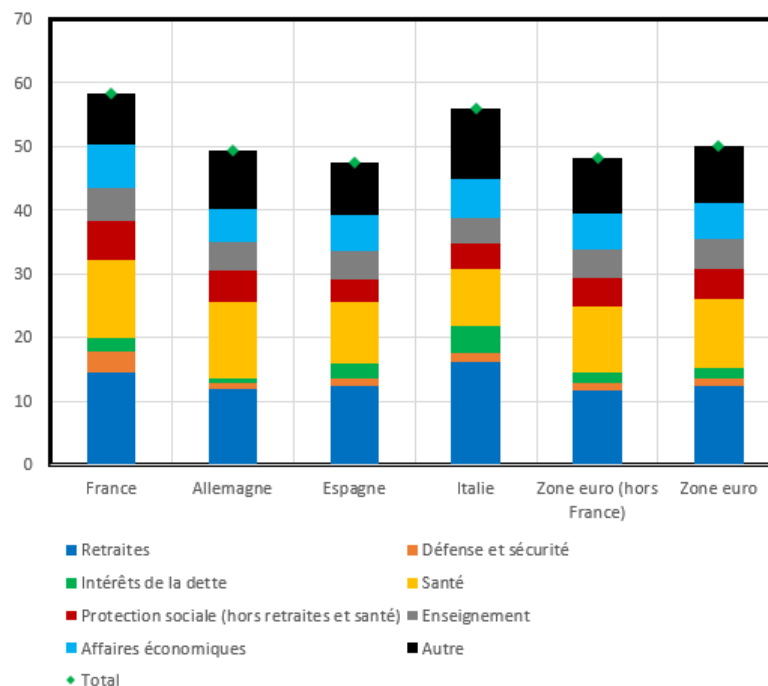
Sources : Insee et Eurostat jusqu'en 2023, projections Banque de France et Eurosystème sur fond bleuté.

LE NIVEAU DE DÉPENSE PUBLIQUE EST SIGNIFICATIVEMENT PLUS ÉLEVÉ EN FRANCE QUE CHEZ SES PRINCIPAUX VOISINS

Décomposition des dépenses publiques par fonction

a) niveau en 2022

(en % du PIB)



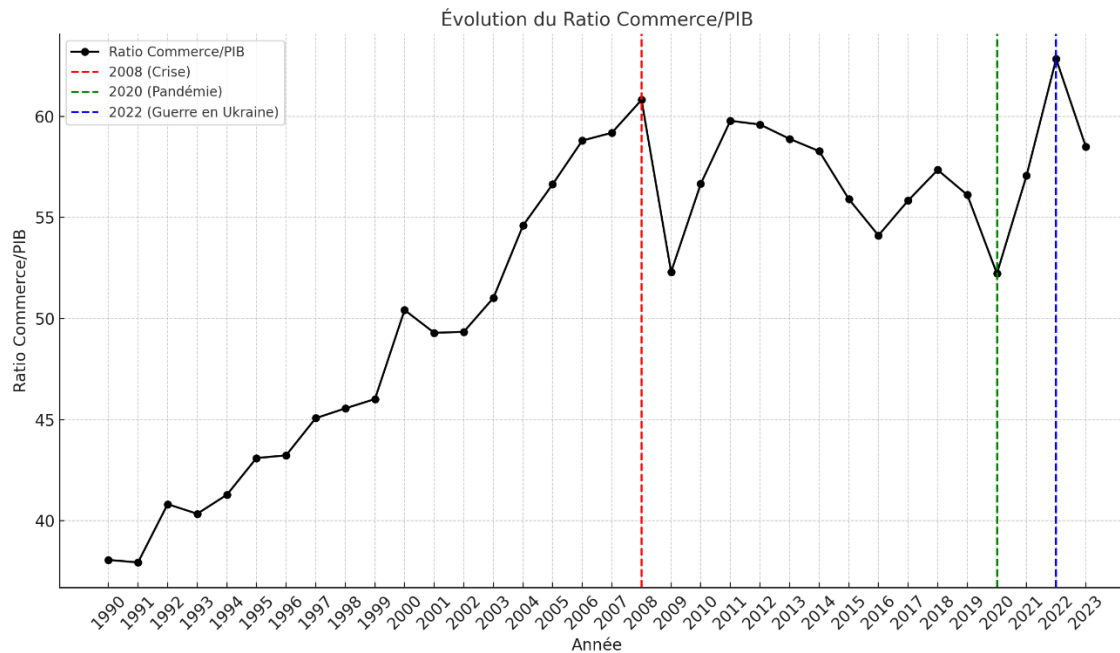
Source : Eurostat.

2

LES DÉFIS

COMMERCE MONDIAL : ÉLÉMENTS RÉTROSPECTIFS

Mondialisation et dé-mondialisation (?) :

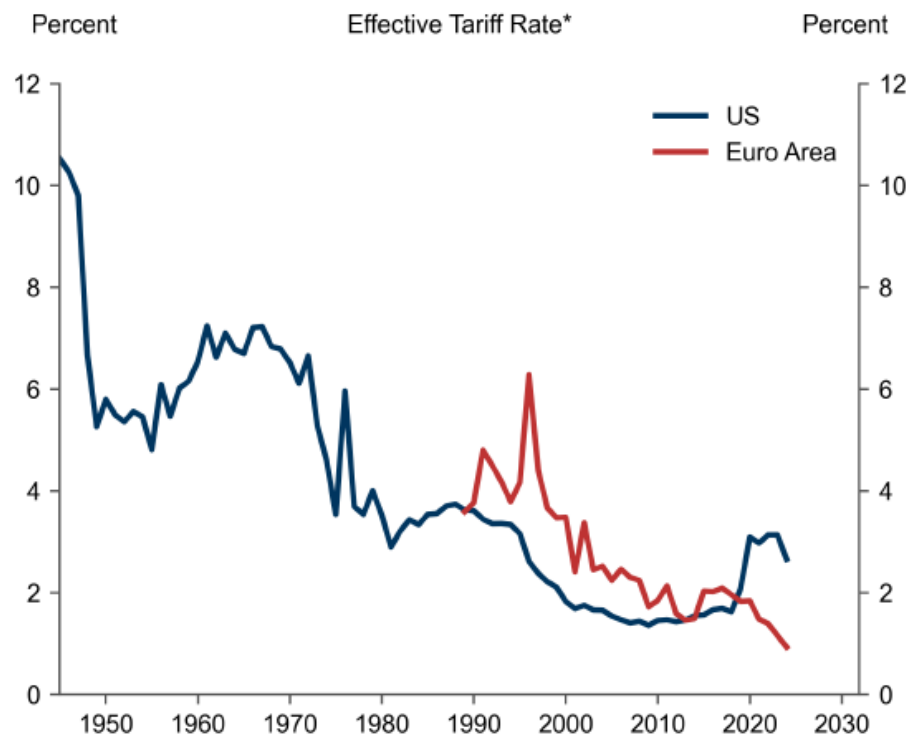


- 1990-2008 : « hyper mondialisation »
- 2008-2020 : ralentissement de la croissance du commerce
- 2022 : impact des tensions géopolitiques

Source : Banque Mondiale.

Ratio Commerce/PIB = (importations + exportations de biens et services) / PIB, en %.

RETOUR DU PROTECTIONNISME (TRUMP I)

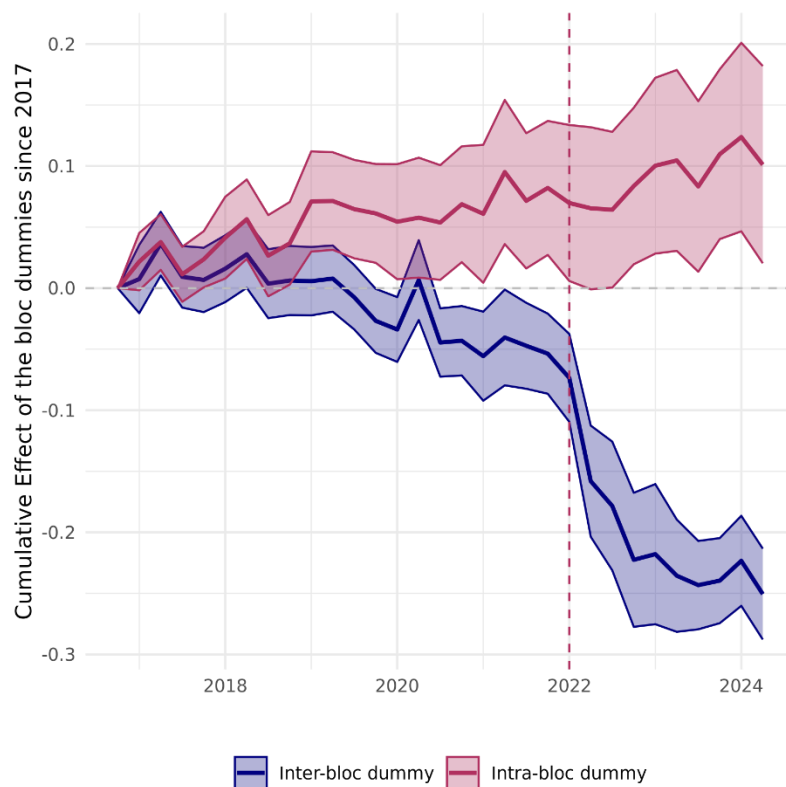


*Import duty revenues as share of total goods imports.

Retour du protectionnisme aux États-Unis
→ retournement d'une tendance de long
terme à l'intégration commerciale

Source: "Implications of Higher Tariffs for Euro Area and US Monetary Policy", Jan Hatzius, Goldman Sachs. Construit à partir des données du Department of Commerce, World Bank, Goldman Sachs Global Investment Research.

GÉOPOLITIQUE ET FRAGMENTATION DU COMMERCE MONDIAL



Influence des blocs géopolitiques sur le commerce international
→ échanges entre les blocs opposés réduits depuis (avant) 2022

Lecture : au T2 2024, le commerce entre des blocs opposés, relatifs au commerce avec les pays neutres, a été 25% inférieure à son valeur du T1 2017

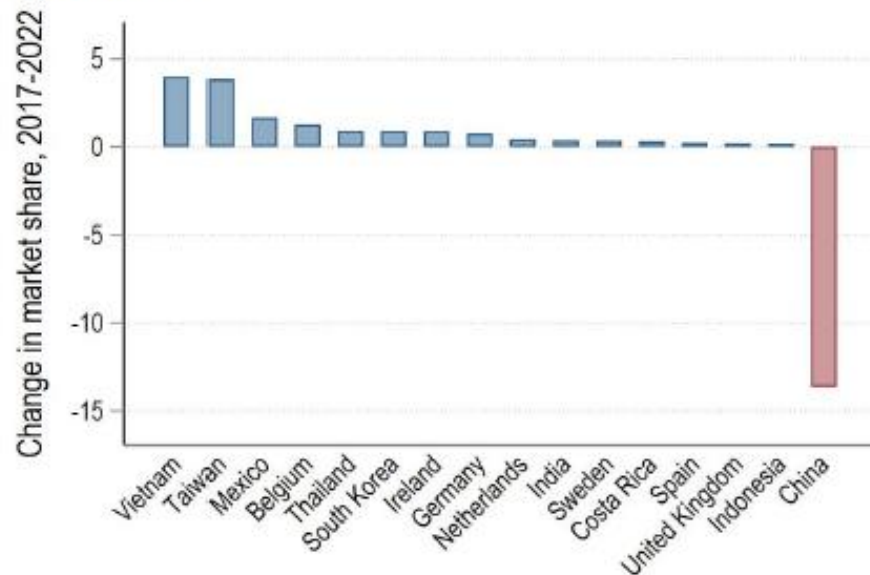
Source : Carluccio et al (2025) «The New Globalization Era: East-West Divide», Bloc-note eco, Banque de France, à paraître.

MAIS UNE RECONFIGURATION, PAS UNE DÉ-MONDIALISATION

RÔLE DES « ÉTATS CONNECTEURS »

Guerre commerciale et réallocation des importations des États-Unis

Strategic goods



Source : Freund et (2024) « Is US Trade Policy Reshaping Global Supply Chains ? », Journal of International Economics, vol 152.

TENSIONS COMMERCIALES : PERSPECTIVES SOUS LA PRÉSIDENCE TRUMP II

Droits de douanes annoncés puis (en partie) suspendus par l'administration Trump

- **USMCA** : + 25pp sur Canada (+10pp sur le pétrole)¹ et Mexique (01/02/2025) puis suspendus pour un mois le 3/02
- **Chine** +10pp (De 22% à environ 32%) (01/02/2025), réplique de la Chine:
 - +10/15 pp sur les importations US de LNG/charbon/pétrole/machines agricoles
 - enquête sur les pratiques anti-concurrentielles de Google
 - restriction aux exports pour certains métaux rares
- **UE** : Possibles droits de douane US à l'étude

Incertitudes toutefois sur :

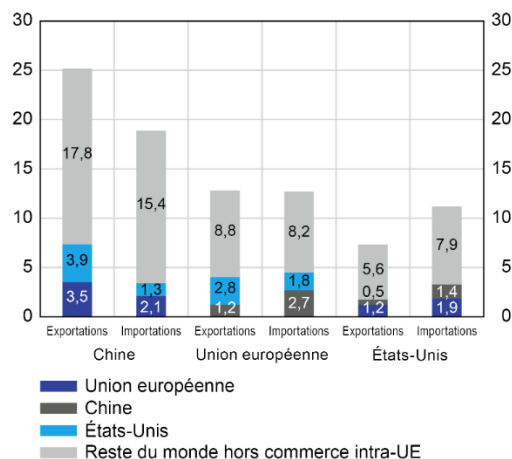
- L'ampleur et la hausse des droits de douanes
- La couverture géographique et sectorielle des mesures
- Des représailles éventuelles de la part des pays cibles

1. Les hydrocarbures représentent 25% des exports du Canada vers les US

MOINDRE EXPOSITION DE LA FRANCE AUX EXPORTATIONS VERS LES ÉTATS-UNIS, COMPARATIVEMENT À L'ENSEMBLE DE L'EUROPE

GA : Expositions commerciales entre grandes économies en 2023

(en points de PIB)

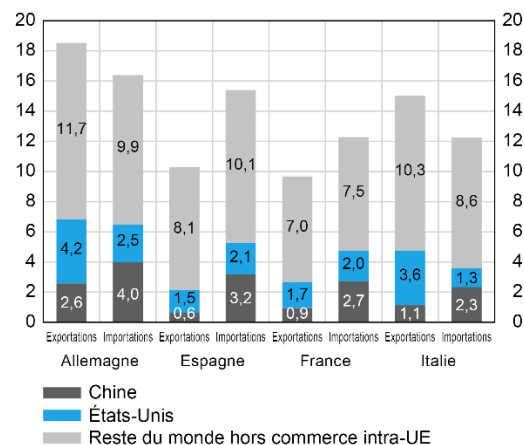


Champ : Commerce de biens.

Sources : Calculs Banque de France, données du Trade Data Monitor.

GB : Expositions commerciales au sein d'une sélection d'économies de l'Union européenne en 2023

(en points de PIB)



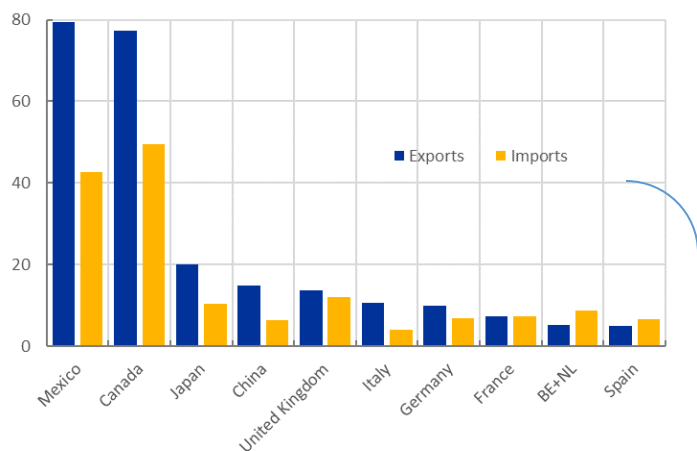
Champ : Commerce de biens.

Sources : Calculs Banque de France, données du Trade Data Monitor.

SECTEURS EUROPÉENS LES PLUS EXPOSÉS :

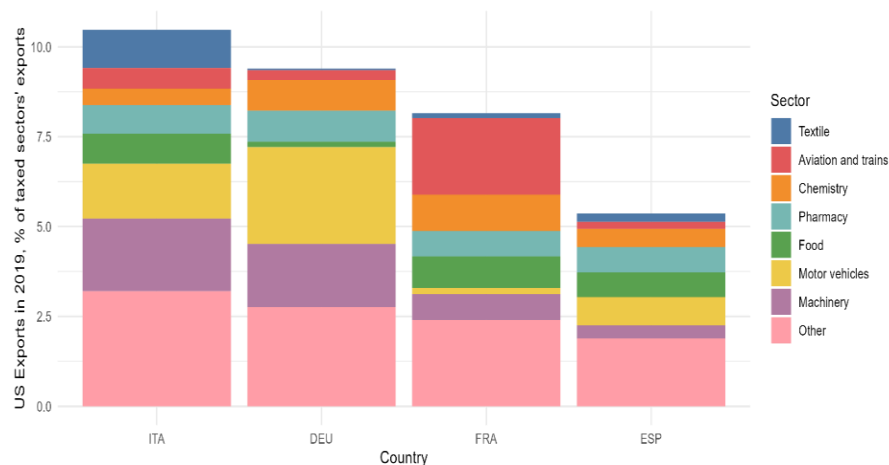
AUTOMOBILE, AÉRONAUTIQUE, MACHINES ET VÉHICULES

Part des États-Unis dans les exportations et les importations de biens de chaque pays (%)



Sources: Trade Data Monitor and Banque de France computations.
Last observation: 2023.

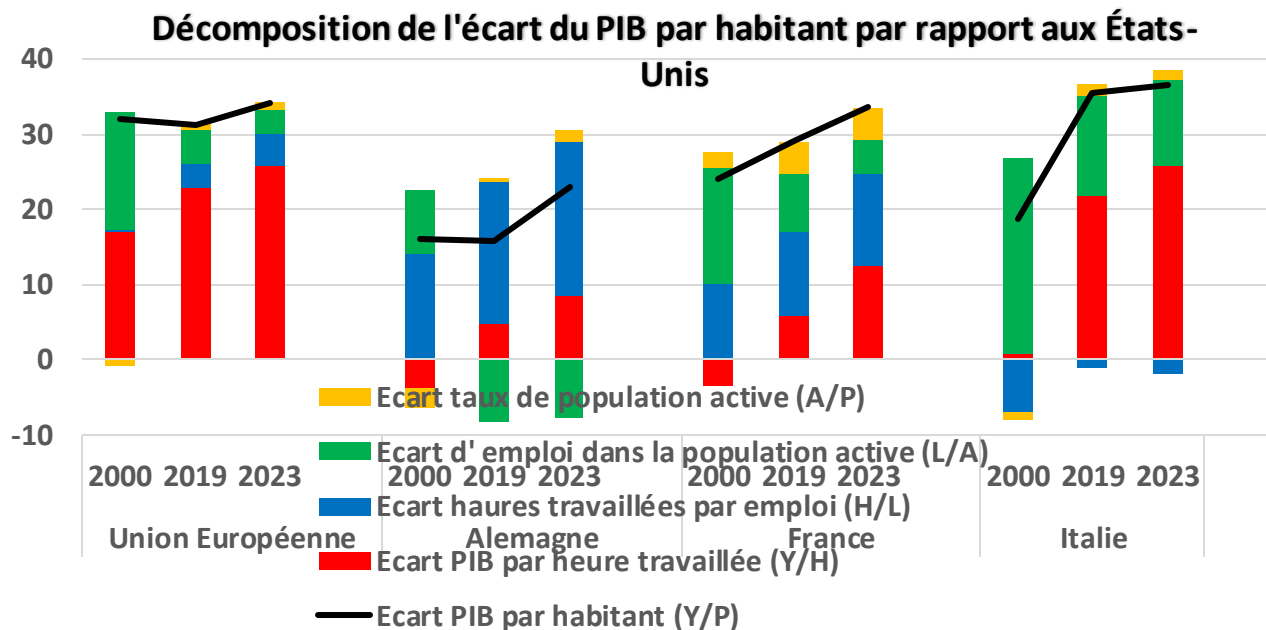
Composition sectorielle des exportations de l'UE vers les États-Unis



Sources: Banque de France

Note: Calculations based on OECD ICIO, year 2019. Country-Sector exports to the United States divided by total exports in 'taxed' sector of goods (excluding commodities).

LES FACTEURS EXPLIQUANT L'ÉVOLUTION DE L'ÉCART DE PIB/HABITANT ENTRE L'EUROPE ET LES ÉTATS-UNIS



Source : Ameco. Calculs : Banque de France.

'BOUSSOLE DE COMPÉTITIVITÉ' DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

- DANS LA LIGNÉE DES RAPPORTS LETTAET DRAGHI, SANS DÉTAIL DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES

Simplification et coordination

- Réduire de 25% les obligations de reporting pour les entreprises et de 35% pour les PME
- *Competitiveness coordination tool* pour une gouvernance européenne des politiques industrielles et d'investissement

Financer la compétitivité
et l'innovation

(UEI dont titrisation,
capital-risque et
supervision unique ; 28^e
régime)

Décarboner et maîtriser
les coûts de l'énergie

(*Clean Industrial Deal*
avec soutiens sectoriels :
transport, chimie, acier...)

Réduire les dépendances,
renforcer la sécurité

(Préférence européenne
pour les marchés publics,
politique de Défense
comme vecteur de
compétitivité)

Budget et gouvernance
budgétaire recentrés sur
la croissance

(Fonds de compétitivité,
modèle de l'ARPA, Biens
publics européens)

[A competitiveness compass for the EU](#), 29.01.2025



LES ENTREPRISES EN PAYS DE LA LOIRE

Bilan 2024 et perspectives 2025

ATTENDU 2024*

RÉALISÉ 2024

€ **CHIFFRE D'AFFAIRES**

+ 1,3%

- 1,1%

 **EFFECTIFS**

+ 0,9%

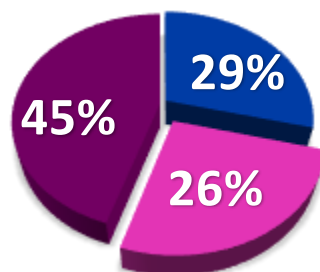
+ 0,1%

 **INVESTISSEMENTS**

+ 26,1%

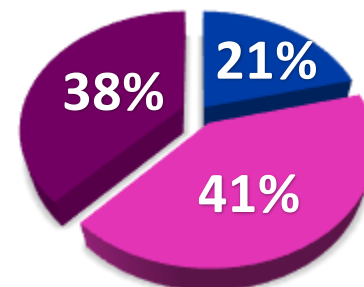
+ 2,4%

 **RENTABILITÉ**
Solde d'opinion



+3

■ Augmentation ■ Diminution ■ Stabilité



- 20



**CHIFFRE
D'AFFAIRES**

+ 2,2%



EFFECTIFS

0%



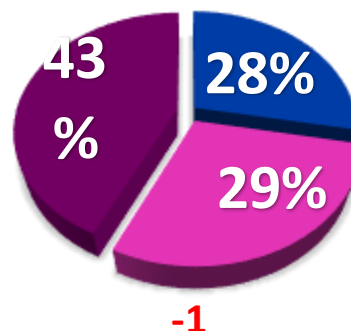
INVESTISSEMENTS

+ 6,4%



RENTABILITÉ

Solde d'opinion



■ Augmentation ■ Diminution ■ Stabilité

ATTENDU 2024*

RÉALISÉ 2024

€ **CHIFFRE D'AFFAIRES** + 3,9%

+ 1,9%

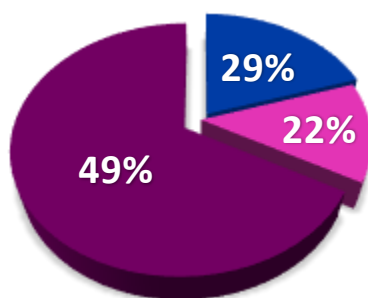
 **EFFECTIFS** + 1,6%

+ 1,5%

 **INVESTISSEMENTS** -9,0%

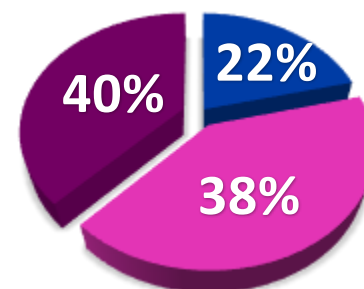
+ 4,5%

 **RENTABILITÉ**
Solde d'opinion



+7

■ Augmentation ■ Diminution ■ Stabilité



- 16



**CHIFFRE
D'AFFAIRES**

+ 3,9%



EFFECTIFS

+1,4%



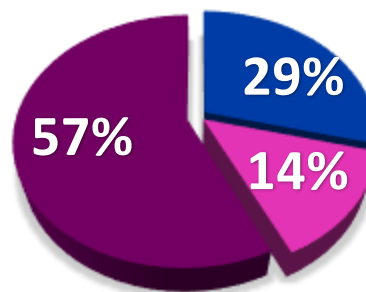
INVESTISSEMENTS

-2,7%



RENTABILITÉ

Solde d'opinion



■ Augmentation ■ Diminution ■ Stabilité

+15

ATTENDU 2024*

RÉALISÉ 2024

€ PRODUCTION + 0,1%

+ 0,9%

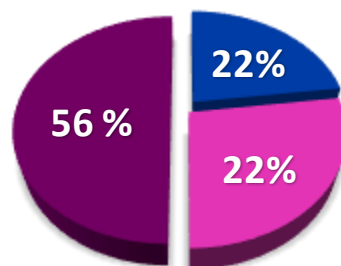
EFFECTIFS + 0%

- 0,8%

INVESTISSEMENTS -5,4%

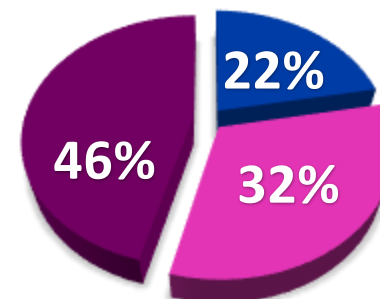
+ 10,1%

RENTABILITÉ
Solde d'opinion



+0

■ Augmentation ■ Diminution ■ Stabilité



- 10



PRODUCTION

+ 0,3%



EFFECTIFS

+ 0,9%



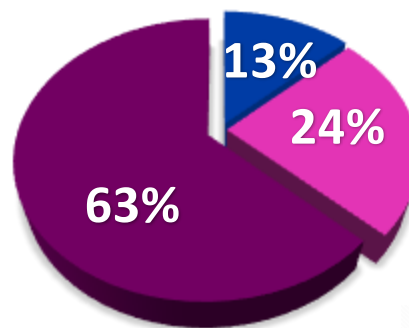
INVESTISSEMENTS

-15,6%



RENTABILITÉ

Solde d'opinion



■ Augmentation ■ Diminution ■ Stabilité

-11

ÉTUDES ET STATISTIQUES

05

www.banque-france.fr

Publications mensuelles

Défaillances d'entreprises

La Banque de France collecte des informations concernant les décisions judiciaires auprès des greffes des tribunaux de commerce, des tribunaux de grande instance compétents en matière commerciale et auprès des tribunaux des DOM et collectivités d'outre-mer. La défaillance est qualifiée par l'ouverture d'une procédure collective donnant lieu au dépôt d'une déclaration de cessation de paiement. Il s'agit donc des redressements et liquidations judiciaires. Le suivi détaillé est assuré chaque mois m par la publication d'un Stat Info portant sur les données disponibles jusqu'au mois m-1. Un suivi hebdomadaire est assuré avec la publication chaque semaine du nombre de défaillances connues à la date de publication jusqu'à la semaine s-2.

Consulter les statistiques



À fin janvier, la hausse du nombre de défaillances cumulé sur douze mois poursuit une certaine décélération

À fin janvier 2025, en cumul sur douze mois, le nombre de défaillances (données provisoires) atteint 65 844 (cf. graphique 1), soit une progression de 14,8% en rythme annuel (cf. graphique 2). Cette progression est en partie liée à un effet de rattrapage après le fort ralentissement des défaillances pendant la période covid (2020-2021).

A - Les défaillances d'entreprises par secteur d'activité ^W

Défaillances en nombre d'unités légales, glissement en %

Secteur d'activité	Cumul 12 derniers mois (a) (données brutes)							
	Moy. 2010-2019	Déc. 24	Déc. 24/Déc. 23	Déc. 24/2010-2019	Jan. 24	Jan. 25 prov.	Jan. 25/Jan. 24	Jan. 25/2010-2019
Agriculture, sylviculture et pêche (AZ)	1 359	1 446	10,7%	6,4%	1 326	1 376	3,8%	1,3%
Industrie (BE)	4 442	4 259	8,3%	-4,1%	3 926	4 264	8,6%	-4,0%
Construction (FZ)	14 684	14 785	25,1%	0,7%	12 115	14 755	21,8%	0,5%
Commerce ; réparation automobile (G)	13 071	13 822	14,5%	5,7%	12 315	13 680	11,1%	4,7%
Transports et entreposage (H)	1 901	2 992	30,8%	57,4%	2 320	3 016	30,0%	58,7%
Hébergement et restauration (I)	7 374	8 578	9,7%	16,3%	7 879	8 664	10,0%	17,5%
Information et communication (JZ)	1 480	1 997	16,2%	34,9%	1 739	2 009	15,5%	35,7%
Activités financières et d'assurance (KZ)	1 150	1 693	27,3%	47,2%	1 363	1 670	22,5%	45,2%
Activités immobilières (LZ)	1 984	2 599	32,7%	31,0%	2 047	2 555	24,8%	28,8%
Conseils et services aux entreprises (MN)	6 379	7 905	20,9%	23,9%	6 774	7 864	16,1%	23,3%
Enseignement, santé, action sociale et service aux ménages (P à S)	5 311	5 953	9,1%	12,1%	5 485	5 899	7,5%	11,1%
Ensemble (b)	59 342	66 121	17,4%	11,4%	57 362	65 844	14,8%	11,0%

Crédit

Un panorama complet sur le crédit aux entreprises et aux particuliers.

Sommaire

- [Financement aux entreprises](#)
- [Crédits aux ménages \(crédits aux particuliers\)](#)
- [Crédit par région \(dans les régions françaises\)](#)
- [Crédits dans la zone euro](#)

Crédits bancaires dans les régions françaises

De la clientèle non financière résidente et non-résidente
Encours des crédits non cvs au 31 Décembre 2024*

	Créances commerciales	Crédits à l'exportation ¹	Crédits de trésorerie	Crédits à l'équipement	Crédits immobiliers		Comptes ordinaires débiteurs	Autres crédits	Crédit bail	TOTAL
					Total	dont habitat des particuliers				
PACA	0,2	0,1	15,4	46,3	112,7	89,1	1,8	0,6	0,0	177,2
04 Alpes de Haute Provence	0,0	0,0	0,3	0,7	2,6	2,1	0,0	0,0	0,0	3,7
05 Hautes Alpes	0,0	0,0	0,4	1,5	2,5	1,9	0,0	0,0	0,0	4,4
06 Alpes Maritimes	0,0	0,0	4,0	10,1	29,0	22,7	0,5	0,2	0,0	43,7
13 Bouches du Rhône	0,2	0,0	7,0	22,6	46,9	36,7	0,9	0,3	0,0	78,0
83 Var	0,0	0,0	2,3	7,4	21,6	17,4	0,2	0,1	0,0	31,7
84 Vaucluse	0,0	0,0	1,3	4,0	10,2	8,3	0,2	0,0	0,0	15,7
Pays de la Loire	0,1	0,0	10,9	42,3	87,6	71,7	1,3	0,2	0,1	142,5
44 Loire Atlantique	0,0	0,0	5,3	19,1	37,6	31,1	0,8	0,1	0,1	63,0
49 Maine et Loire	0,0	0,0	1,8	7,7	16,9	13,7	0,1	0,0	0,0	26,6
53 Mayenne	0,0	0,0	0,7	4,1	6,7	5,3	0,0	0,0	0,0	11,6
72 Sarthe	0,0	0,0	1,2	3,7	10,6	8,8	0,1	0,0	0,0	15,6
85 Vendée	0,0	0,0	1,8	7,7	15,8	12,8	0,2	0,0	0,0	25,7
Bretagne	0,1	0,0	10,8	39,4	81,6	70,6	2,0	0,2	0,0	134,2
22 Côtes d'Armor	0,0	0,0	1,5	6,2	12,4	10,6	0,1	0,0	0,0	20,2
29 Finistère	0,0	0,0	2,7	8,9	20,4	17,8	0,9	0,1	0,0	33,0
35 Ille et Vilaine	0,1	0,0	4,6	17,4	31,1	26,8	0,8	0,1	0,0	54,1
56 Morbihan	0,0	0,0	1,9	7,0	17,8	15,4	0,2	0,0	0,0	26,9
Normandie	0,1	0,0	8,5	28,0	61,9	51,7	0,6	0,1	0,0	99,1
14 Calvados	0,0	0,0	2,2	8,1	14,3	11,6	0,1	0,0	0,0	24,8
27 Eure	0,0	0,0	1,1	2,7	9,7	8,5	0,1	0,0	0,0	13,6
50 Manche	0,0	0,0	1,2	4,1	10,0	8,2	0,1	0,0	0,0	15,4
61 Orne	0,0	0,0	0,6	2,0	4,5	3,7	0,0	0,0	0,0	7,2
76 Seine Maritime	0,0	0,0	3,5	11,0	23,3	19,8	0,3	0,0	0,0	38,2

DCSEI – Direction des statistiques monétaires et financières

crédits dans les régions
Stat Info Décembre 2024
Contact SI Crédits dans les régions

[FR Stat Info Credits Regions 202412.pdf](#)

ÉTUDES ET STATISTIQUES

06

Publications mensuelles

ÉTUDES ET STATISTIQUES

07



... À caractère récurrent (situation des entreprises et des PME, délais de paiement)

... Sur des thèmes d'actualité (délais de paiement et défaillances, endettement des groupes français, financement des ETI, crise sanitaire du Covid-19 ...)

Délais de
paiement

Situation des
entreprises

Bulletins de la
BdF

LA PAROLE

EST A VOUS



L'ACPR EN BREF

Autorité administrative adossée à la Banque de France chargée d'assurer le contrôle du secteur bancaire et assurantiel en France

www.acpr.banque-france.fr

AUTORITÉ DE CONTRÔLE PRUDENTIEL ET DE RÉSOLUTION

**Stabilité
financière**

**Lutte contre
blanchiment de
capitaux et le
financement du
terrorisme**

**Contrôles
annuels des
professionnels en
région**

**Protéger la
clientèle des
professionnels de
la banque et de
l'assurance**

**Dispositifs de
prévention et de
résolution des
crises**



ACTIVITÉS DE SERVICES À L'ÉCONOMIE ET À LA SOCIÉTÉ

ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES

SERVICES AUX ENTREPRENEURS

Quels sont-ils ?

Accompagnement des TPE/PME

Accompagnement des start-up

Offre OPALE

Éducation financière

Médiation du crédit

ACCOMPAGNEMENT DES TPE/PME



Depuis 2016

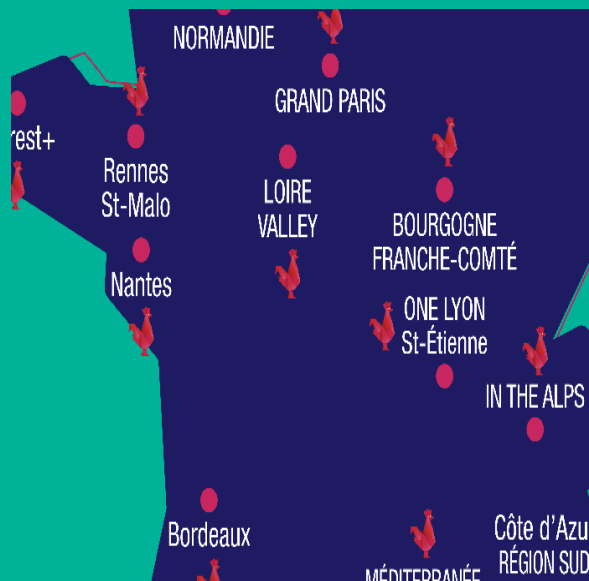
102 correspondants départementaux en métropole et outre-mer

Écoute, diagnostic de la situation,
orientation vers les interlocuteurs ciblés

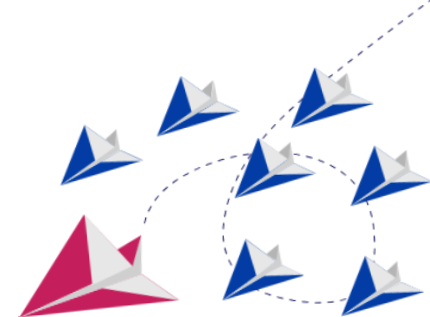
Prévention et traitement des **difficultés financières** et recherche de **solutions de financement**

Service **gratuit** et **confidentiel**

ACCOMPAGNEMENT DES START-UP



Depuis 2020



Un réseau de correspondants start-up dans
chaque capitale French Tech

Accompagnement et **orientation**
des start-up dans l'écosystème innovant

Sur l'ensemble de leur parcours de vie

Être **réfèrent** pour la cotation des start-up

Service **gratuit** et **confidentiel**

Contacts :
startup@banque-france.fr

LE SERVICE OPALE

Opale

Un outil de **diagnostic financier en ligne et gratuit** pour **mesurer et comparer** les performances de l'entreprise, **identifier** ses points forts et ses marges de progression

- Mesure et comparaison des performances d'une entreprise par **secteur d'activité, tranche de chiffre d'affaires et ciblage géographique**
- **Tableaux de bord et graphiques** facilement exploitables et **synthèses pour retenir l'essentiel**
- **4 grands thèmes d'analyse** : activité et résultats, structure et équilibre financier, moyens d'exploitation, exclusivités Banque de France

ÉDUCATION FINANCIÈRE



Depuis 2019

Accompagnement des entrepreneurs dans leurs compétences économiques et financières

Une réponse en 4 éléments fondateurs :

- le portail « **Mes questions d'entrepreneur** »
- le jeu **#Aventure Entrepreneur**
- les kits d'animation
- les actions de terrain (partenariats)

→ [Tout savoir sur EDUCFI](#)

MÉDIATION DU CRÉDIT

5

PRINCIPAUX MOTIFS DE SAISINE

&

ÉTAPES

Depuis 2008

Les principaux motifs de saisine

- dénonciation de découvert ou autre ligne de crédit
- refus de rééchelonnement d'une dette
- refus de crédit
- refus de caution ou de garantie
- réduction de garantie par un assureur-crédit

La démarche par étapes

- dépôt du dossier en ligne
- admission en médiation
- possibilité pour les banques de revoir leurs positions
- travail de médiation (rapprochement des positions divergentes)
- proposition d'accord par le médiateur

Service **gratuit** et **confidentiel**

→ [Tout savoir sur la médiation](#)

LES AUTRES OFFRES DE SERVICE AUX ACTEURS DE L'ÉCONOMIE



**L'offre ACSEL à destination des
décideurs économiques**



**Les autres offres de soutien aux
entreprises**

L'OFFRE ACSEL



Analyse de la situation économique et financière

d'une zone géographique, d'une filière d'activité déterminée ou d'un ensemble d'entreprises.

Des indicateurs agrégés

restitués sous forme vivante (graphiques, diagrammes...)

Rapport détaillé écrit et présentation orale

→ [Tout savoir sur ACSEL](#)

LES AUTRES OFFRES DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES

La détection et la prévention des entreprises en difficulté

La Banque de France est acteur majeur de la start-up d'État « Signaux Faibles ». Son objectif est d'identifier et aider le plus tôt possible, les entreprises présentant des signes de fragilité

Le microcrédit professionnel

Répondre aux besoins de financement et d'accompagnement de créateurs ou repreneurs de microentreprises qui n'accèdent pas à des crédits classiques pour mener à bien leurs projets

Le droit au compte des entreprises et des entrepreneurs individuels

Désigner une banque pour l'ouverture des services bancaires de base afin que l'activité de l'entreprise ne soit pas pénalisée

Instruction des dossiers à l'exportation

Partenariat avec la BPI au service du développement international

ACCOMPAGNEMENT DES PARTICULIERS

Éducation économique, budgétaire et financière

Partenariat Éducation nationale – Banque de France



Les objectifs de l'éducation économique, budgétaire et financière

⇒ Transmettre des connaissances

⇒ Proposer des outils

⇒ Susciter des réflexes

Pour que chacun puisse gérer au mieux financièrement son quotidien, de manière plus éclairée et autonome.

Le public cible

Développer
une éducation
budgétaire et
financière pour les
jeunes

Développer les
compétences à
mobiliser dans
l'accompagnement
des **personnes**
en situation de
fragilité financière
par les intervenants
sociaux

Soutenir les
compétences
budgétaires et
financières tout au
long de la vie

Donner à tous les
publics les clés de
compréhension
des débats
économiques

Accompagner les
entrepreneurs dans
leurs compétences
économiques et
financières

SURENDETTEMENT

DOSSIERS DÉPOSÉS PAR DÉPARTEMENT

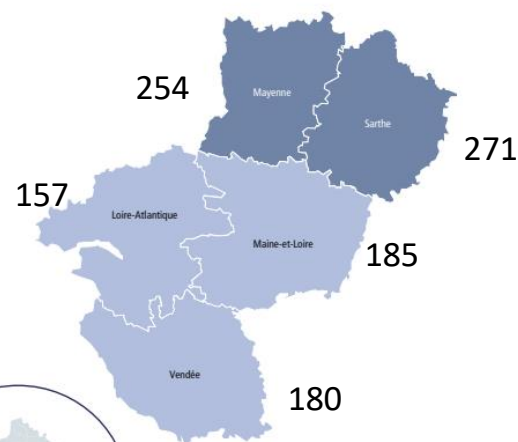
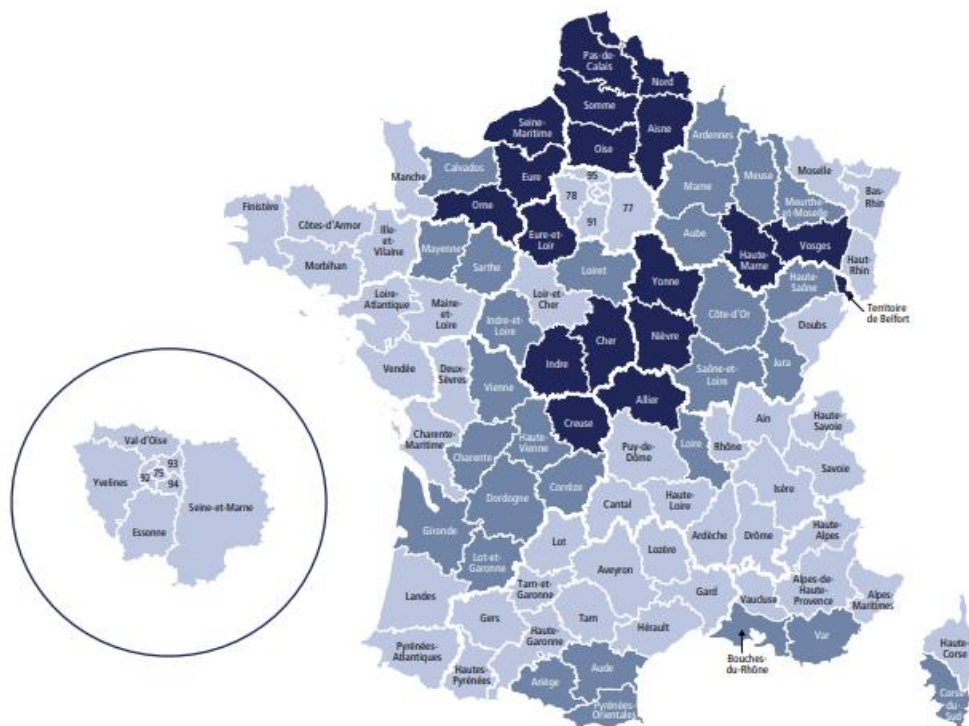
En cumul glissant sur l'année civile, le **nombre de saisines est en forte hausse** en Pays de la Loire à fin décembre 2024 / décembre 2023

Période	France	Pays de la Loire	Loire-Atlantique	Maine et Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée
Cumul année civile décembre 2024	134 803	6 210	1 938	1 273	637	1 273	1 089
Cumul année civile décembre 2023	121 293	5 274	1 606	1 126	553	1 108	881
Variation cumuls décembre 2024 / décembre 2023	11,1%	17,7%	20,7%	13,1%	15,2%	14,9%	23,6%

CARTOGRAPHIE DU SURENDETTEMENT EN FRANCE ET EN PAYS DE LA LOIRE

Nombre de dossiers déposés
pour 100 000 habitants de 15 ans et plus

Moins de 250
Entre 250 et 300
Plus de 300



Nombre de dossiers déposés
pour 100 000 habitants de 15 ans et plus ¹¹

Moins de 250
Entre 250 et 300
Plus de 300

SURENDETTEMENT – DONNÉES 2024

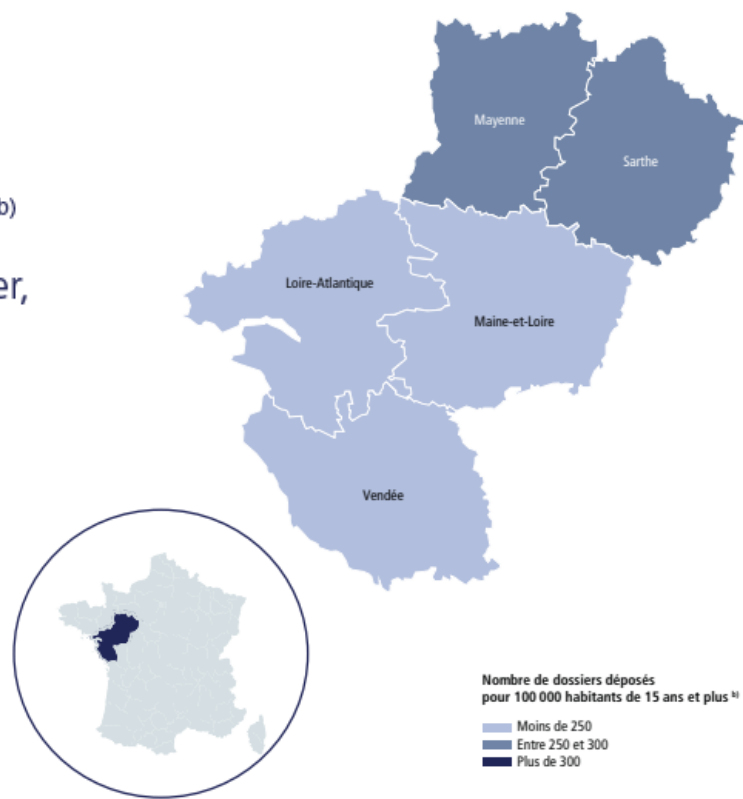
6 207 dépôts de dossiers de surendettement

7 310 personnes surendettées ^{a)}

191 dépôts de dossiers pour 100 000 habitants ^{b)}

16 518 € d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés ^{c)}

55,4 % des ménages surendettés sous le seuil de pauvreté ^{d)}



PROFIL DES PERSONNES EN 2024

	Pays De La Loire		France métropolitaine	
	<u>Surendettés</u>	<u>Pop. totale</u>	<u>Surendettés</u>	<u>Pop. totale</u>
 Part des femmes	52,5	52,0	54,6	52,3
 Part des ménages composés de personnes seules avec ou sans enfants	71,5	43,7	72,3	47,1
 Part des personnes divorcées, séparées, célibataires ou veuves	55,6	ND	56,6	ND
 Part des personnes âgées de 35 à 54 ans	47,4	32,9	47,0	32,8
 Part des ménages locataires ou hébergés gratuitement	91,2	36,0	91,6	42,4
 Part des chômeurs	23,7	6,0	25,2	7,0
 Part des employés, ouvriers et personnes sans activité professionnelle	80,5	43,6	79,6	44,3

LA PAROLE
EST A VOUS

